



CAP-VERT

Renforcer la capacité d'adaptation et de résistance au changement climatique dans le secteur de l'eau

FONDS POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS (Fonds pour les PMA)

Financement du Fonds pour les PMA	USD 3 410 000
Cofinancement	USD 63 699 027
Achèvement du PANA	Décembre 2007
Inscription au programme de travail du Fonds pour les PMA	Mai 2008
Agrément du DG	Août 2009
Début et fin d'exécution	Août 2009 — juillet 2013
Entité d'exécution du FEM	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Autre partenaire	Institut national de gestion des ressources hydriques (INGRH)

Petit État insulaire peu arrosé, le Cap-Vert a un accès limité à l'eau. La Communication nationale initiale présentée en 1999 en application de la Convention des Nations Unies sur le changement climatique recensait quatre secteurs particulièrement vulnérables au changement climatique à savoir, l'eau, l'agriculture, la gestion forestière et l'aménagement du littoral. Elle précisait aussi que le manque d'eau, une conséquence du changement climatique, était l'un des principaux obstacles au développement économique du pays. Les modèles climatiques montrent que la hausse des températures pourrait atteindre 4°C d'ici 2100 et que la baisse des pluies pourrait s'élever à 20 %. À plus court terme (dans les 10 à 20 prochaines années), les changements induits par la modification du climat se traduiront par des pénuries saisonnières d'eau affectant un nombre croissant de zones d'importance économique et par un manque d'eau toute l'année ailleurs. De plus, selon les prévisions, la variabilité climatique va s'accroître,

provoquant une augmentation des orages, des inondations et des périodes de sécheresse, et un raccourcissement de la saison des pluies. De toute évidence, les changements et la variabilité climatiques au Cap-Vert constituent des menaces potentielles pour l'ensemble du processus de développement et pour toutes les populations de l'île.

Au cours des vingt dernières années, le Gouvernement cap-verdien a, avec un relatif succès, engagé des réformes, maintenu la stabilité économique et favorisé la croissance du PIB. Il a mis en place des programmes de lutte contre la pauvreté dans le cadre de sa stratégie de développement socioéconomique, et les progrès enregistrés vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement sont encourageants. Toutefois, ces acquis, tout comme les dividendes à attendre des actions en cours, sont menacés par le changement climatique.



Activités prévues et résultats attendus

Ce projet s'articule sur les priorités du Programme d'action national pour l'adaptation au changement climatique (PANA) du Cap-Vert et jette les bases de l'utilisation et de la gestion durable des ressources en eau dans un contexte de changement climatique. À cet effet, il vise à faire en sorte que les municipalités sélectionnées continuent à avoir accès à un volume d'eau suffisant, une ressource de base pour la subsistance des populations, l'agriculture et les industries locales. Au plan national, le projet permet de veiller à ce que les capacités nécessaires existent pour assurer les services, que l'offre d'eau réponde à la demande croissante et qu'elle ne constitue pas un obstacle au développement, au tourisme et à la lutte contre la pauvreté.

Plusieurs petits investissements sont en cours d'exécution dans le but d'accroître la capacité de gestion des ressources en eau à l'échelon local. Toutefois, pour gérer les risques induits par la modification du climat, ces initiatives ne suffisent pas. De plus, de nombreux sites particulièrement vulnérables ne bénéficient pas de ces investissements. En conséquence, le présent projet du Fonds pour les PMA prendra le relais de ces opérations pour réaliser des investissements plus importants ou plus complexes de captage, de stockage et de distribution de l'eau. Une série d'investissements visant à accroître la disponibilité des ressources en eau sera aussi lancée dans des zones très vulnérables afin de mettre le processus de développement local davantage à l'abri du changement et de la variabilité climatiques. Dans la mesure du possible, les investissements s'appuieront sur les méthodes et les technologies traditionnelles de gestion des eaux. Ainsi, non seulement ces petits investissements montreront l'applicabilité des méthodes voulues, mais ils permettront aussi de prêter directement assistance à certaines populations vulnérables et très défavorisées au Cap-Vert. Enfin, une série de projets témoins et de travaux de recherche appliquée permettront d'améliorer sensiblement la connaissance du terrain et des modes d'adaptation au changement climatique.

À l'échelle nationale, le projet visera à renforcer la capacité d'adaptation des institutions et des personnes impliquées dans la gestion du secteur de l'eau. Ainsi, il donnera accès à une meilleure information et à des modèles climatiques plus performants, en particulier au niveau des collectivités

locales. En outre, les populations locales, les municipalités et les acteurs nationaux approfondiront leur connaissance du changement climatique, de ses conséquences pour le Cap-Vert et des nouvelles manières d'y faire face. Les outils permettant de prendre en compte le changement climatique dans les autres secteurs et de mieux y résister seront mis en place au plan national et au niveau de quelques municipalités. Ils porteront sur la gestion du risque, la capacité à se préparer au changement climatique, et l'aptitude à retenir des scénarios de développement différents et à l'épreuve du changement climatique. Une fois ces capacités renforcées, l'eau cessera d'être un obstacle majeur aux actions à mener et pourra jouer un rôle clé dans le développement économique et la lutte contre la pauvreté.

Synergies et coordination

Ce projet est destiné à compléter plusieurs autres projets, programmes et initiatives dans le secteur de l'eau et les secteurs connexes au Cap-Vert. Le budget national d'investissement comporte une série de programmes et des projets relatifs à la gestion intégrée des ressources en eau ainsi qu'une dotation de près de 14 millions de dollars pour la période de 2007–2008. Il s'agit d'opérations sur la gestion durable de l'eau, la gestion des bassins hydrographiques, la collecte et le suivi des données, la construction de petits dispositifs de collecte d'eau et l'amélioration des infrastructures de gestion. De plus, de nombreux organismes internationaux ont effectué des investissements connexes dans le cadre des projets suivants : a) projet européen d'appui à la distribution de l'eau et au traitement des eaux usées, b) projet français d'appui à la gestion des ressources naturelles et au développement du tourisme dans les zones rurales, c) projet japonais d'appui à la réalisation de forages, et d) projet allemand d'appui à l'approvisionnement en eau.

Par ailleurs, le projet est exécuté en coordination avec le projet intitulé « faire face à la modification du littoral et à son impact sur les populations d'Afrique de l'Ouest par la gestion intégrée des zones côtières » du Programme des Nations Unies pour le développement et du FEM (priorité stratégique « projets pilotes d'adaptation au changement climatique »), auquel le Cap-Vert participe également. Il vise à ouvrir la voie à des mesures d'adaptation qui s'attaqueront aux problèmes liés aux zones côtières dans le cadre d'une coopération régionale.

Pour tout renseignement

Fonds pour l'environnement mondial
1818 H Street NW
Washington, DC 20433, États-Unis

Téléphone : 202-473-0508
Télécopie : 202-522-3240

Août 2009
www.theGEF.org